

LE COURRIER des YLTPiens

Démocratie et justice sociale

N° 05 - 4^{ème} trimestre 2010

Sortie des YLTPiens 6^{ème} promotion



SOMMAIRE

- Débat sur la démocratie** ▶P - 2
Fa endrika fiaraha-miasa toa inona no ilaina ? ▶P - 2
Autre point de vue sur le consensus ▶P - 2
Pouvoir des médias ▶P - 3
Donakafon'ny tanora ▶P - 5
L'entrepreneuriat à l'honneur ▶P - 6
2009-2010, années mitigées pour le CRJA ▶P - 7
Travailleurs malgaches ▶P - 8
Les fausses idées de la caste/ethnie (suite) ▶P - 9
Le pouvoir judiciaire à Madagascar ▶P - 10
Tolagnaro ▶P - 11
L'AZA International Conservation Award décerné à MBP ▶P - 12

Le Courrier des YLTPiens est un journal de partage et d'expression pour les sortant(e)s du Youth Leadership Training Program. Les jeunes du YLTP sont issus d'horizons variés et les écrits expriment des opinions aussi variées.

La rédaction

Débat entre quatre jeunes sur la démocratie, la Chine, la pauvreté

PS : Rien n'a été changé sauf le style d'écriture sms que permet Facebook (des traductions en français ont également été ajoutées).

Nathalie : Le sens profond du développement humain est de mettre les personnes au centre du développement. Cela signifie que les êtres humains réalisent leur potentiel, élargissent leurs choix et profitent de leur liberté pour mener les vies auxquelles ils tiennent.

<http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rmdh2010/>

Toavina Ralambomahay : C'est pour ça qu'il faut être démocrate. Il ne suffit pas de dire que quand le peuple mange, tout va bien et que les théoristes de la démocratie sont inutiles.

Je me souviens d'un post de Gérard qui disait « est-ce que le fait de voter change la vie d'un citoyen ? ». Ma réponse est catégorique : oui.

Nathalie : Je sais que tu as dit oui... mais il faut soutenir ton avis... La question était, dans une localité où les besoins essentiels n'étaient pas satisfaits, les gens ne mangent pas, les enfants meurent de maladies, le territoire est désertique... Tu as le pouvoir et le devoir de changer la situation de la localité... Comment priorises-tu tes décisions?

Vas-tu encore passer aux élections pour demander « voulez-vous que je décide pour vous et que je réfléchisse à la façon dont on va vous nourrir ? », « votez pour moi ? » Ou tout de suite tu responsabilises les gens à l'action illico presto....

«Je voterai pour un dictateur»

Je caricature, je sais!!! D'une manière provocatrice, moi je voterai pour un dictateur qui respecte les droits humains et qui a cette vision de développement humain.... On bouge davantage... mais bien sûr... Je n'ai jamais vu de dictateur qui respecte les droits humains... sa za???? ;-)

Toavina Ralambomahay : Aucun dictateur ne respecte les droits humains. Sinon le mot dictateur n'existerait pas. Sinon il y aurait eu un démocrate nazi.

Question de sens. Deuxio, la localité dont tu parles peut être Mada! Tertio, tu dis : tu voterai! Donc il y a vote! Et justement, je dis oui au vote! C'était le sujet justement!

suite p.3

Fa endrika fiaraha-miasa (cohabitation) toa inona no ilaina ampiharina eto amin'ny firenena ?

Fa nisy hono nosy lehibe velarana iray izay tao atsinanan'i Afrika tao. Toa mihevitra fa mahaleo tena ara-politika sy tsy miankin-doha amin'ny firenen-kafa ny vahoaka ao aminy. Rehefa nodinihina akaiky anefa ny fisehoan-javatra samihafa nifamahofaho teo amin'ny tantaran'ity firenena ity dia azo sokajiana ho roa lehibe miavaka tsara ny fironana ideolojia politika te hamaka sy hifahatra ao amin'ity firenena ity amin'ny ankapobeany ka tsy mamela azy ho tena firenena afaka araka izany eritreretin'ny vahoakany.

Ny firehana voalohany dia andeha hatao hoe "konservatista": Ireo mandala izany dia resy lahatra fa ny fampandrosoana ny firenena dia miainga amin'ny rafi-pihariana nolovaina tamin'ny mpanjanan-tany teo aloha ary ny rafim-pitondrana ara-politika misy eo amin'ny firenena dia tokony ho maritoerana sy tsy ho voalingelin'ny fironan-kevitra vaovao. Raha azo atao aza dia fehezina izay tsy hiovaovan'ny mpitondra fanjakana ao anatin'ny fotoana lava indrindra, eny fa na dia voatery hanovana lalam-panorenana aza ny

fomba ahatongavana amin'izany.

Ny firehana faharoa dia ireo lazaina sy andramana faritana amin'ny hoe "liberalista". Ireto kosa dia resy lahatra fa ny fanokafana ny rafim-pihariana amin'izao tontolo izao no lalana hampandroso haingana ny firenena.

Ireo firehana ireo dia samy misy vondron-kery matanjaka hafa manohana azy avy, ary mbola mety ampiana rafim-panjakana na vondrona rafim-panjakana manampy azy ireo avy.

Rehefa samy niezaka nampirobrobo ny seham-pamaharany sy nampitombo ny habaka filalaovany teo amin'ity firenena ity avy ary ireto firehana ireto dia tsy azo nihodivirana intsony ny fifandonana mahery vaika teo amin'ny samy mpiray firenena ka niteraka olana ara-politika goavana niverimberina ka nahavaky saina ny vahoakany rehetra hoe fa inona ihany no fototr'izao olana izao. Hatreto dia «krizy politika» no fiantsoana an'io trangan'olana io. Araka ny fitantarana dia efa nandalo krizy politika telo ity firenena ity hatramin'ny nahazoany ny fahaleovantenany.

tohiny p.6

Autre point de vue sur le consensus

Le consensus serait le terrain d'entente entre deux ou plusieurs opinions ou positions opposées. Pendant le temps du consensus aucune des forces antagonistes ne vient s'opposer au processus ni aux méthodes appliquées dans la démarche de consensus.

L'enjeu est le respect de la parole ou signature donnée. Car en effet, « signer un accord est une chose, la respecter est une autre » disait Didier Ratsiraka à Maputo le 8 août 2009.

Mais le consensus à un danger. Consensus veut dire pensée unique,

interdiction de s'opposer. De ce fait, il ne peut être appliqué que pour une période déterminée, un moment, une urgence, une crise, une transition. Le consensus ne peut être un mode de vie. Le choix et la liberté sont la règle, le consensus l'exception.

Toavina Ralambomahay, YLTPien. Journaliste, politologue.

A donné une communication à l'académie malgache sur «la démocratie : enjeux du taux de participation à Madagascar».

Publication à paraître dans le recueil de l'académie nationale malgache.

Toavina2003@yahoo.fr

Le pouvoir judiciaire à Madagascar (suite)

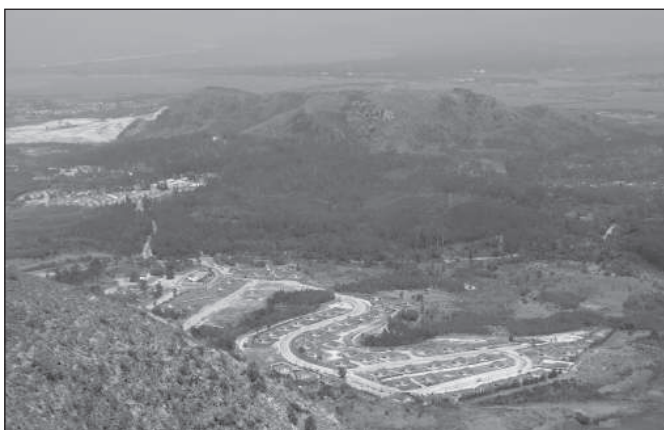
ont estimé que le temps était venu d'améliorer la version donnée par la Constitution du 21 septembre 1992 de ce qu'est le pouvoir judiciaire. Et qu'il était temps de choisir la voie pour asseoir le pouvoir judiciaire ainsi que l'indépendance de la justice. Des résolutions ont été prises sur la base des acquis de la loi organique n°2004-036 et de cette Constitution. Mais ces résolutions sont restées lettres mortes jusqu'à présent, et l'avenir du pouvoir judiciaire dans la IV^{ème} République reste encore une grande question. Il est par ailleurs malheureux de constater que les membres du pouvoir judiciaire n'aient pas vraiment été consultés sur son devenir.

En résumé, que peut-on donc dire sur le pouvoir

judiciaire sinon qu'il a toujours été amoindri de peur d'entraver les actions des deux autres pouvoirs, surtout celles du pouvoir exécutif qui détient la toute puissante Administration. Il est aberrant de voir qu'à l'heure où l'Etat de droit est de mise, des décisions de justice rendues au « nom du peuple malagasy », comme le sont les textes législatifs, puissent encore être ignorées par l'exécutif. Que cependant, même dans sa version la plus amoindrie, le pouvoir judiciaire constitue toujours pour les justiciables le dernier rempart contre l'arbitraire de l'Administration.

Mamy Natacha Andrianaivosoa

Tolagnaro



Tolagnaro, ou Fort Dauphin, est une ville pleine de contrastes située dans le sud de Madagascar. En déambulant dans les rues de la ville, on peut observer des bicoques miteuses côtoyant d'impressionnantes villas. Le vieux port - véritable poumon de l'économie locale - et ses pêcheurs en pirogues résiste tant bien que mal face au nouveau port en eau profonde d'Ehoala, sis à 10 km au sud-ouest de là. Ce port ultramoderne a été bâti par QMM pour exporter les produits d'exploitation de l'ilménite (un minéral composé d'un mélange d'oxyde de titane et d'oxyde de fer), l'actuel or noir de la région.

Même si l'accès par route est très difficile, Fort-Dauphin se laisse facilement aborder par les airs

puisque pas moins de quatre compagnies aériennes la desservent presque quotidiennement. Mais même si la ville baigne dans un décor de rêve, possède de nombreuses ressources naturelles de valeur et emploie l'un des ports les plus sophistiqués du monde, elle n'en reste pas moins pauvre.

Des centaines de fois par jour, les pistes poussiéreuses de la ville sont traversées par les nombreux véhicules de QMM. Tout comme beaucoup de choses dans la région, l'arrivée de QMM/Rio Tinto a fait jaser. Certains louent l'initiative qui a permis une baisse du chômage, la construction de quelques tronçons de route et d'infrastructures sociales et éducatives, ainsi que l'arrivée d'investisseurs étrangers. D'autres accusent au contraire la compagnie d'avoir généré une inflation difficilement supportable pour les autochtones, et d'avoir détruit l'environnement local, sans aucun retour en arrière possible.

Le fait est qu'un déséquilibre apparent règne à Tolagnaro : les grands hôtels tout confort, la cité réservée au personnel de QMM/Rio Tinto, les grosses voitures avoisinant des gens qui vivent dans des huttes et qui se décarcassent pour survivre... Les scènes de ce genre sont nombreuses.

Alors, oui, Tolagnaro est une très jolie ville qui a beaucoup à offrir sur le plan touristique, mais qui a encore beaucoup de progrès à faire sur le plan social et humain.

*Linda Buecker
Stagiaire à la FES*

Le pouvoir judiciaire à Madagascar

Un véritable équilibre des pouvoirs aurait pu être obtenu, tout comme le contrôle mutuel des Institutions les représentant. Cela aurait pu à long terme conduire à une gouvernance transparente des affaires de l'Etat, et ce sans que toute une campagne de sensibilisation sur la bonne gouvernance et la gestion transparente des affaires de l'Etat (à travers la création d'Institution telles que l'ARMP pour les marchés publics, le CSI pour les piliers démocratiques de l'Etat) initiée en 2004 trouve réellement son utilité. Ce qui aurait contribué à instaurer l'Etat de Droit tant recherché.

L'action conjuguée de ce qui devait être une Cour Constitutionnelle, Administrative et Financière et une Cour Suprême aurait contribué à asseoir la force du pouvoir judiciaire parce que tous les domaines de la vie publique auraient pu être cernés et toutes les actions des deux autres pouvoirs auraient été menées dans un cadre légal fort.

Cette Constitution n'a jamais été mise en application, du moins en ce qui concerne le pouvoir judiciaire. Et très vite, dans les versions suivantes de cette Constitution de la III^{ème} République de Madagascar, le pouvoir judiciaire redevient fonction juridictionnelle avec ce que cela implique en termes d'hégémonie des deux autres pouvoirs, se traduisant par un amoindrissement du pouvoir judiciaire.

En résumé, même si la Constitution de la République de Madagascar a été retouchée à plusieurs reprises, la recherche de l'équilibre des pouvoirs a toujours été faite au profit du pouvoir exécutif. La promesse d'un pouvoir judiciaire indépendant reste à l'état embryonnaire. L'avènement de la nouvelle Cour Suprême pourrait apporter des changements en la matière, mais comment ?

Les perspectives offertes par la nouvelle Cour Suprême

La loi organique n°2004-036 du 1er octobre 2004 relative à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions de la Cour Suprême et des trois Cours la composant aurait pu être le reflet d'une volonté d'affermir le pouvoir judiciaire. Voici pourquoi.

D'abord, il faut rappeler que la Cour Suprême existe depuis la création de la République, que son fonctionnement a été consigné dans des textes législatifs et réglementaires, inspirés des dispositions mêmes de la Constitution. Son rôle n'a toutefois jamais été clairement compris par les justiciables, surtout en ce qui concerne le rôle des chambres administrative et des comptes qui sont surtout faites pour sanctionner les bévues faites par l'Administration.

L'érection des Chambres en Cour a été une grande avancée pour le pouvoir judiciaire. Elle supposait en effet la compréhension approfondie du rôle de chaque Cour, notamment de leur place dans la construction d'un Etat de droit, le Conseil d'Etat sanctionnant les illégalités

commises par l'Administration et la Cour des Comptes sanctionnant la gestion boiteuse de l'Administration. Elle était aussi censée contribuer à éveiller la vigilance des administrés quant aux manières avec lesquelles les affaires de l'Etat sont menées et à prévenir les bévues d'un exécutif « pouvoir-o-phage ».

Ensuite, la loi organique n°2004-036 du 1er octobre 2004 traçant de nouvelles formes à une Cour Suprême en quête d'identité aurait pu être un tournant décisif et positif dans le partage des pouvoirs de l'Etat. Elle aurait en effet pu consolider la place que la Constitution donne à la Cour Suprême et, par ricochet, au pouvoir judiciaire. La situation qui prévaut est la suivante : lorsque la Constitution fait référence à la fonction juridictionnelle, elle s'arrête bien souvent à la définition et la description de la Haute Cour Constitutionnelle et se contente de faire un bref survol en ce qui concerne la Cour Suprême. La HCC ne résume pourtant pas à elle seule ce que pourrait être le monde judiciaire. Il s'agit d'une confusion consciemment entretenue pour amoindrir le rôle du pouvoir judiciaire à un simple contrôle constitutionnel (qui bien souvent couvre les intérêts d'un exécutif en mal de légitimité). Le but est de démontrer que le pouvoir judiciaire est plus au service de l'exécutif qu'au service des justiciables et, que de ce fait, les acteurs du pouvoir juridictionnel sont au service de l'exécutif et ne peuvent avoir une détermination qui leur soit propre.

A partir de la loi organique 2004-036 du 01 octobre 2004 pourtant, la fonction juridictionnelle aurait dû être érigée en pouvoir au même titre que les deux autres pouvoirs. La Cour Suprême représente en effet plus la machine judiciaire au quotidien qu'un quelconque Conseil Constitutionnel qui n'est sollicité que périodiquement. Mais surtout, elle est aussi l'apanage de la Magistrature qui en est l'acteur principal. La réforme par la loi organique n°2004-036 du 1er octobre 2004 aurait pu aboutir à renforcer l'autonomie du pouvoir judiciaire face aux deux autres pouvoirs parce que la Cour Suprême aura été valorisée à juste titre ; mais aussi parce qu'elle aura été érigée au même rang que la HCC.

Soit par souci de répondre positivement aux impératifs de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, soit par respect de l'idéal d'un Etat de droit, les contours du pouvoir judiciaire ont toujours été tracés mais la substance même de ce qui devait en faire un pouvoir dans le plein sens du terme n'a été pratiquement jamais trouvée. Et même si les deux autres pouvoirs sont conscients que le déséquilibre qui existe ne flatte pas leur image et leur enlève un peu de leur légitimité démocratique, la tentation est forte d'ignorer les attentes et les apports du pouvoir judiciaire parce que le risque est grand de se voir ravir une partie du pouvoir qui se trouve déjà entre leurs mains.

Enfin, à l'heure où une Administration de fait a été mise en place en 2009, les tenants du pouvoir judiciaire

suite p.11

« Vahoaka dondrona ? »

Trad. : le peuple est-il bête ?

Toavina Ralambomahay : Je ne peux pas prendre de décision tant que je ne suis pas élu. Ça se mord la queue tu vois.

Toavina Ralambomahay : Finalement tu n'aimes pas ton post. Le développement humain ne s'obtient point dans la dictature!

Toavina Ralambomahay : ce que tu dis c'est : « Nathalie sait ce dont les gens ont besoin ». Aïe ! « tsy izay tian'ny vahoaka no atao fa izay hitako fa mety aminy » .

J'ai déjà entendu ça quelque part. Ilay vahoaka aloha izany dondrona. Kai !

Trad : « je ne fais pas ce que le peuple veut, je sais ce dont il a besoin » paroles de Marc Ravalomanana, numéro Un malgache entre 2002 et 2009.

Gérard : Izay indray ra-Toavina sy ny conflit de vocabulaire, on ne pourrait pas se mettre d'accord sur comment on appelle les choses (ou peu importe, c'est le sens et l'idée véhiculée) et débattre sur le fond des idées s'il vous plaît?

Toavina Ralambomahay : Je suis démocrate à 100/100. Clair.

Nathalie : Ilay vahoaka aloha izany dondrona... et comment tu fais avec? Tu laisses faire?

Trad : « le peuple déjà est bête »

Victoria : Dia ahoana izany ny sucès an'i Chine amin'izany? Tsy misy démocratie nefa tafavoaka?

Trad : que dis-tu de la Chine ? Il n'y a pas de démocratie, mais elle s'en est sortie ?

Toavina Ralambomahay : Si, dondrona le vahoaka, (trad : si, le peuple est bête) c'est la faute à l'élite. L'élite doit éduquer. La Chine? Ce n'est pas mon modèle de développement. Je veux avoir accès à internet. Développement à tout prix ? Non ! Développement volontaire, oui !

Nathalie : Eny oa? En tout cas, la définition du développement humain résume ma vision des choses...»Les êtres humains réalisent leur potentiel, élargissent leurs choix et profitent de leur liberté pour mener les vies auxquelles ils tiennent... tant que l'organisation sociale réponde.

Nathalie : Toavina, et oups!! Je te cite : « La Chine? Ce n'est pas mon modèle de développement. Je veux avoir accès à internet. Développement à tout prix? Non... » Et comment tu penses au million de personnes qui meurent

suite p.4

Pouvoir des médias : atout ou danger pour la démocratie ?

Le mot « démocratie » désigne un régime politique dans lequel le pouvoir appartient au peuple, c'est-à-dire dans lequel le peuple est souverain. Et actuellement, nous vivons dans un monde démocratique saturé d'informations. Nous sommes en effet sans cesse assaillis par toutes sortes d'informations à travers les médias, tels que la télévision, la radio... Mais alors, jusqu'où le pouvoir des médias peut-il aller? Ces derniers représentent-ils un atout ou un danger pour la démocratie ?

Les médias : lieux de liberté et de l'information

Les médias tels que la presse écrite, la télévision, la radio ou encore Internet, prouvent tous les jours que la liberté d'expression est bel et bien réelle. Mais ce monde médiatisé qu'est le nôtre reflète à quel point il est difficile de s'exprimer, de transmettre et de comprendre l'information. Nous sommes en l'occurrence dans un pays qui permet, dit-on, une grande liberté d'expression. Nous le voyons à travers la presse écrite, par exemple, dans laquelle la diversité des opinions des journalistes peut se manifester.

En France, nous pouvons regarder sans état d'âme l'émission « Les Guignols de l'info » (Canal plus), qui présente de façon humoristique et sur le ton de la dérision la vie (reprise de faits d'actualité) des politiciens français. A Madagascar, une information pourrait-elle être perçue de la même façon si nos politiciens étaient sensibles aux informations les concernant? Ici, on peut immédiatement s'attendre à une réaction violente de leur part. La neutralité est impossible mais l'objectivité dépend du degré d'esprit critique et de la capacité interactive de dialoguer d'une manière rationnelle et critique avec les autres comme condition du dialogue avec soi ; ce qui n'exclut pas la prise de position tranchée, mais interdit comme non-pertinente toute opinion non soutenue par des arguments universellement compréhensibles, sinon suffisamment convaincants.

Grâce aux différents médias existants, nous pouvons nous informer et nous faire notre propre opinion sur tel ou tel sujet, aussi bien sur la vie politique que dans tout autre domaine. L'information n'a plus de frontière, nous pouvons donc sans cesse enrichir notre savoir et réagir. Mais l'information peut quelquefois être diffusée de façon néfaste. Cette fameuse expression : « Trop d'information tue l'information » peut parfois être vraie. On peut, de ce fait, en déduire qu'Internet a développé, de façon massive, la désinformation. Et la disparition d'un journal ou d'une émission en direct, par exemple, peut engendrer un mauvais fonctionnement de la démocratie. De plus, les médias ne risquent-ils pas d'influencer l'information et de faciliter toutes formes de manipulation ?

Actuellement, à Madagascar, nous pouvons dire que la démocratie est en crise. Le nombre d'abstentions lors des élections illustre bien ce problème. « Les absents ont toujours tort ». Les hommes sont de plus en plus individualistes et la notion de « peuple » tend à disparaître. Phénomène corollaire ou pas, les médias, qui étaient jusqu'alors des lieux de liberté, ont désormais le pouvoir de manipuler. En effet, de nouvelles techniques de persuasion sont utilisées à travers les médias. Nous pouvons citer l'exemple de la rhétorique médiatique des hommes politiques, qui est celle de l'émotion, du direct, de l'expérience et du témoignage, bien plus que celle de l'analyse et du raisonnement. L'important, c'est le contact car : « La relation l'emporte sur le contenu, et l'énonciation compte plus que l'énoncé ».

Les médias ont une influence sur le peuple, sur l'opinion publique

Alors qu'autrefois, l'électeur s'informait uniquement par la lecture des journaux, les outils actuels

suite p.4

alors qu'un million de personnes dont toi surfent???? Peu t'importe hein????

Nathalie : World hunger - A Billion for a Billion www.youtube.com

Toavina Ralambomahay : Je te cite à mon tour : « Les êtres réalisent leur potentiel ». Mais ce n'est pas du tout ça en Chine! La Chine n'est pas du tout l'exemple que tu cites dans ton post! Le PNUD n'a pas la Chine comme modèle! Pire, tu parles de millions de personnes qui meurent.

Mais c'est le cas en Chine! Voilà une question, le modèle de Victoria, c'est la Chine. Celui de « Nathalie-Pnud » aussi? Alors vive le parti communiste et qu'il n'y ait plus d'élection qu'au sein du parti!

Toavina Ralambomahay : Tafavoaka? Rehefa misakafo sy manam-bola dia tafavoaka?

Trad: « on s'en sort quand on a de l'argent et qu'on mange? »

« **Hyper démocrate** »

Nathalie : Il y a deux choses Toavina.... : La question de Victoria n'est pas forcément en relation avec le post initial mais par rapport à ta réaction hyper démocrate!

Toavina Ralambomahay : Dzaomalaza, c'est justement dire : l'argent ne suffit pas. Si tu soutiens le contraire, on est en pleine contradiction.

Notes : « Dzaomalaza et le saphir bleu » est un film qui veut enseigner que l'argent ne fait pas le bonheur et qu'il faut aller à l'école.

Toavina Ralambomahay : L'organisation sociale de la Chine ou de la dictature ne répond pas du tout au modèle auquel tu te réfères.

Toavina Ralambomahay : J'aime ton expression. « Hyper démocrate ». Ce sera mon surnom hein!

Victoria : Je ne sais pas si la Chine est un bon modèle pour le Pnud mais elle a bien su répondre au modèle du Pnud. J'ai lu quelque part qu'en 3 ans elle a pu enlever 200 millions de personnes dans la catégorie de ceux vivant avec moins de 1 dollar par jour. Je ne suis pas communiste mais je suis pour un Etat fort qui pense aux réels besoins de sa population plutôt qu'un Etat fragile qui roule pour une pseudo démocratie et qui en cherchant de faux problèmes, trouve de fausses solutions. Je suis pour le développement à tout prix.

Personne ne VEUT rester pauvre que je sache.

Toavina Ralambomahay : Là c'est grave :

suite p.6

Alors, on danse !



Pouvoir des médias (suite)

de communication instituent une sorte de suffrage instantané puisque l'auditeur intervient à l'antenne pour donner son avis et que le téléspectateur est invité à des émissions de débats politiques. L'interaction gouvernants/gouvernés s'établit quasiment en temps réel et favorise le dialogue entre les élus et les citoyens. Malheureusement, cette manipulation peut produire un effet de propagande qui prive de liberté les individus qui y sont soumis.

La propagande a pour but d'exercer une influence sur les personnes : « soit pour les faire agir dans un sens donné(...), soit au contraire, pour les rendre positifs et les dissuader de s'opposer à certaines actions menées par le pouvoir...4 ». Dans ce cas, les médias peuvent avoir un rôle très dangereux. Ces méthodes sont aussi appelées « bourrage de crâne ». Le but de la propagande est donc de répandre des informations de telle manière que le récepteur l'agrée et soit dans l'incapacité de faire un autre choix à son sujet.

Il existe d'ailleurs, pour faciliter cette persuasion, divers procédés pour diffuser une information : l'utilisation de slogans, le fait d'oublier volontairement certains détails et d'en grossir d'autres, de dénaturer certains faits, la répétition inlassable

des idées principales... Il s'agit aussi de créer l'illusion d'une unanimité et il ne faut pas non plus oublier la volonté d'uniformisation, de conformisme, autant d'éléments nécessaires à une bonne propagande.

Les termes « pouvoir des médias » et « démocratie » sont donc des termes qui sont ambigus lorsqu'ils sont associés. Les médias qui avaient, à l'origine, le pouvoir de transmettre de l'information, ont évolué. Ils peuvent non seulement diffuser de l'information, mais aussi la masquer ou la modifier. Il faut donc se méfier. Le média a une présence telle qu'on pourrait le comparer à un membre de notre famille mais il ne faut pas lui faire confiance, comme s'il s'agissait d'un individu à part entière. L'information est diffusée en masse et il faut savoir la sélectionner.

*Njiva Harivelo Ratsimbazafy
Etudiant en Histoire*

² Brigitte Pardot Lynch, Médias et Pouvoir-TPI et les médias du 23 juin 2003. Opinion libre. Interprétée et analysée de façon objective par moi-même.

³ Régis Debray, Trilogie Le temps d'apprendre à vivre II : Loués soient nos seigneurs, une éducation politique [littérature], 2000,305 p.

⁴ Guy Durandin, Les mensonges en propagande et en publicité, Paris, PUF,1985, 256 p.

Les fausses idées de la « CASTE/ETHNIE » (3/4 et 4/4)

La grave dénaturation du XIXe siècle

Dès le début du XIXe siècle, l'Imerina est touchée, inexorablement, par l'effet de la révolution industrielle qui est le facteur conduisant à l'ère du capitalisme industriel. Des traitants européens arrivent à la cour d'Andrianampoinimerina. Ce sont Hugon, Lebel et sûrement d'autres. Le virus du mercantilisme gagne l'intérieur de Madagascar. Bientôt sa capacité de nuisance fera ses preuves. Le côté détestable de tout mercantilisme, dont particulièrement un de ses avatars, le capitalisme, est de réduire l'homme à de la valeur marchande. De ce fait, le social est le premier à en pâtir. Les dignités de l'être humain sont perdues à partir du moment où la sociabilité est conduite sur de pareilles considérations.

Volonté délibérée ou revers de l'ignorance, le XIXe siècle malgache¹ fut une période sous laquelle une telle atmosphère a régné à Madagascar. Cela a pour manifestation l'accapuration des rênes du pouvoir par un groupe restreint de personnes, les Andafiavaratra. Dorénavant, c'est comme si toute l'île leur est assujettie, aussi bien le reste de l'Imerina que les populations des royaumes périphériques. Tout un arsenal d'idéologie leur est déployé pour cette fin. Par exemple, si intrinsèquement la couleur sombre avait toujours représenté la beauté, désormais cela sera inversée. Notons au passage que l'adoption du christianisme comme nouvelle religion officielle a fortement contribué à cette métamorphose des conceptions.

Concrètement, le groupe Mainty (diminutif de Maintienindreny) est transfiguré au pied de la lettre. Ses membres seront désormais assimilés à des individus de type négro-africain. Par l'image que renvoie l'Occident, parce que les esclaves des blancs sont en générale issus des Noirs de l'Afrique, une idéologie assimilant les Mainty à des esclaves est véhiculée dans la société merina du XIXe siècle. Pourtant on peut bien appartenir au groupe Mainty tout en étant de type malais qu'africain. Depuis cela devint l'origine d'une certaine névrose identitaire au sein de la société tananarivienne. L'appartenance au groupe Mainty relève du concept. De même que lorsqu'on dit maintimolaly, on ne fait pas référence à une question de race mais à une désignation par rapport à l'ancienneté. Mainty renvoie à l'ascendance originelle vazimba des membres de ce groupe. Mainty désigne l'ancienneté de leur présence en Imerina parce que les Vazimba sont les premières vagues de migrants à toucher les Hauts Plateaux centraux. Ces premiers habitants seraient de type africain, mais par l'hétérogénéité des groupes malgaches des types malais ont également intégré les Maintienindreny. Il en va de même que chez les Andriana se rencontrent aussi des types africains.

D'un autre côté, les tenants du pouvoir de l'époque commençait à traiter les populations des autres formations politiques en inférieur. On est ici loin de l'esprit dans lequel on conduisait les relations inter-royaume du

temps d'Andrianampoinimerina et de Radama Ier où les gens des autres royaumes pouvaient être érigés en frère et les femmes épousées. Tous les moyens étaient bons pour les assujettir, telle la force puisque les guerres sont des occasions pour se procurer des esclaves et s'accaparer des biens d'autrui. A partir de Ranavalona Ière (1828-1861), l'unification de l'île n'avait plus l'unique but politique du début car le calcul commercial s'y adjoignait. De là provient les rancunes du temps présent entre population du centre et des périphéries.

Des castes sur La Grande île ?

La caste est une spécificité de l'Inde. A Madagascar, il n'y a que des groupes synthétiques qui sont loin d'être hermétiques. Surtout pas dans l'authentique Imerina. Que l'on ne dise pas que les Andriana sont des castes parce qu'histoire l'infirme de manière patente. Le « Madagascar des castes » est à ceux de qui ont peur de s'ouvrir à autrui. Quelle grandeur y aura-t-il si c'est maintenant que l'on va commencer à se cloisonner ? Il n'y a aucune chance d'élévation sans l'acte de l'échange; de là découle la nature et les causes de la richesse des nations.

Si Madagascar veut réellement aller de l'avant, il est impératif que ces réalités de l'histoire soient mises en lumière. Pas par plaisir de « docterie » ou de remuement de couteau dans la plaie mais afin de faire face à notre passé dans une perspective de mieux construire un lendemain meilleur. L'essentiel des maux a donc été commis au XIXe siècle. Il est hors de question de tourner la page : au contraire, affrontons-les de telle sorte à pouvoir mettre en œuvre une auto-thérapie par le fait de comprendre.

¹ Situé entre la reconnaissance du royaume de Radama Ier comme le Royaume de Madagascar par la Grande-Bretagne (1817) et la chute du Royaume de Madagascar (1896).

Lectures complémentaires

-Esoavelomandroso (Manassé), « Une arme de domination : le "tribalisme à Madagascar" (XIXe-milieu XXe siècle) », Les ethnies ont une histoire, pp. 259-265, sous dir. Jean-Pierre Chrétien et Gérard Prunier, Karthala, 2003.

-M'bokolo (Etienne), Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique, La Découverte, Paris, 1985, 252 p.

-Ramamonjisoa (Jeanine), « Madagascar : des pseudos ethnies », Madagascar Tribune, 12 février 2002.

Hasina Raveloson
Docteurant en histoire

Travailleurs malgaches

et je te dis des mesures qui font que les besoins essentiels de la population soient satisfaits.... qui dira non? Toi!... c'est après que ces besoins essentiels sont satisfaits qu'on passe à un autre débat...

Ce n'est pas pour rien que quel qu'un veuille rester en prison car au moins là bas, il mange! Situation triste mais la réalité est telle.

« **Je ne ferais pas de la démocratie une priorité** »

Victoria : Ben oui! Je dirai que tu as tout à fait le droit de défendre la démocratie. Moi, je n'en ferai pas seulement une priorité.

Je suis entièrement d'accord avec Nathalie fa raha tena démocratie marina no natao, ny feon'ny mahantra sy ny tambanivohitra aloha no nohenoina voalohany indrindra, pas celle de l'élite. Peut-être me diras-tu que l'élite est le porte-parole du vahoaka mais pas toujours en fin de compte... quand elle a ses propres intérêts à défendre, quand elle roule dans des 4x4 ou quand elle gobe la majorité du financement d'un projet avec des ateliers à n'en plus finir... tu crois qu'elle connaît vraiment ce que c'est la pauvreté?

Trad :... si c'était vraiment la démocratie, on écouterait les pauvres, et les paysans.

Toavina Ralambomahay : Et dire que je suis contre ce que vous dites du début jusqu'à la fin. Pourquoi déciderai-je au nom du 4'Mi? Non!

Pourquoi serai-je supérieur au 4'mi? Je suis son égal en droit. Un français ou un US ne me dira jamais : « Toavina, je sais ce que tu mérites car tu habites une localité pauvre. Fais-moi confiance ».

« **Je suis, en droit, l'égal de l'US. Et l'US est l'égal du 4'mi Afghan** »

Je suis, en droit, l'égal de l'US. Et l'US est l'égal du 4'mi Afghan.

Nathalie : Toavina... aiza kay ny ambanivohitra faran'izay mahantra efa nalehan'i Toavina... toerana ratsy lalana, tsy misy herinaratra, tsy misy onjam-peo?...

Trad : Toavina... quelle est la région la plus lointaine que tu aie visitée ? Un endroit où il n'y a pas de route, pas d'électricité, pas de radio ?

Toavina Ralambomahay : Itaosy. Cité SOGEOA. Ratsy be mantsy ny lalana after! Manimba Vitara.

Trad: Itaosy, la Cité Sogecoa (en fait c'est toujours une ville urbaine...et ma réponse est une boutade. Mais le débat est véritable)

La précarité au quotidien

Madagascar traverse sans doute l'une des plus importantes crises de son histoire. Outre les retombées financières et économiques qu'elle engendre, les impacts psychologiques et sociaux se ressentent également dans le quotidien de la population. Les Malgaches vivent dans la précarité, un terme qui, une fois développé, définit exactement ce qui est vécu dans les ménages malgaches au quotidien, sans qu'on lui donne un nom.

La précarité est en effet une forte incertitude de conserver ou récupérer une situation acceptable dans un avenir proche. C'est une notion développée et étudiée en sciences sociales, ainsi que les facteurs qui en influencent la perception. Elle est définie par rapport à une « situation acceptable », au sein d'une société donnée, et est perçue et définie différemment d'une culture à l'autre. La définition consacrée de la précarité est l'absence d'une ou plusieurs des sécurités permettant aux personnes et aux familles d'assumer leurs responsabilités élémentaires et de jouir de leurs droits fondamentaux. L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives. Elle conduit le plus souvent à la grande pauvreté quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence.

Ralentissement

Le XIXe siècle et la première moitié du XXe siècle ont vu les pays occidentaux confrontés à la misère. Cette pauvreté, accompagnée d'exclusion sociale, a inspiré des politiques réformistes visant à améliorer la condition ouvrière (instauration d'un salaire minimum, réduction du temps de travail, fordisme) ainsi que des mouvements révolutionnaires (socialisme, communisme...). C'est dans les années qui ont suivi la crise économique de 1973 que la notion de précarité est apparue. Parmi d'autres conséquences, cette crise a entraîné la diminution – plus ou moins importante selon les États – du contrat de travail à durée indéterminée et le net ralentissement de la hausse du pouvoir d'achat[. A partir de la crise de 1979, l'action conjuguée de ces deux évolutions a développé la

proportion des populations en situation de précarité.

Groupes sociaux

La perception de précarité est fortement dépendante de l'existence de chômage et de la fluidité du marché de l'emploi. En effet, plus il est aisé de changer d'emploi et d'en trouver un autre, moins le risque de perdre l'emploi actuel ou que sa qualité se détériore, prend d'importance. Les groupes sociaux les plus à même d'être victimes de précarité sont donc les groupes travaillant dans des secteurs où il est difficile de changer ou même trouver un bon emploi. Le chômage augmentant le risque, et des revenus faibles ne permettant pas un filet de sécurité suffisant, sont les principales causes de précarité dues au travail. La précarité affective peut être générée par la précarité sociale, par différentes formes de maladies psychiques ou même physiques.

Estime de soi

Elle est souvent liée à un isolement social bien qu'elle peut aussi survenir chez des personnes très bien insérées. La précarité peut se décliner également au niveau des conditions de vie, qui peuvent ne pas être acceptables. Courir le risque d'habiter un logement insalubre, un logement temporaire inadapté, voire aucun logement sont des exemples de précarité de condition de vie. La précarité a aussi un impact sur le corps social, qui peut se traduire par la dégradation des conditions de travail, les difficultés à développer une vie sociale, la révolte sociale, la dégradation de la santé physique ou mentale. Et de fil en aiguille, la précarité peut être à l'origine de l'absence d'estime de soi, d'un sentiment de dévalorisation personnelle, d'un manque d'autonomie dans son travail, le sentiment de ne pas utiliser toutes ses compétences et le sentiment de ne pas recevoir l'estime que l'on pense mériter. Vivement que la crise se termine, pour que chaque travailleur malgache sorte de cette précarité dans laquelle il stagne en ce moment !

Bodo Andrianarisoa (RJT 2009)

DATA : Conférence débat YLTPienne

L'«*éducation citoyenne*» a été au centre des réflexions de la quatrième édition du DATA du vendredi 27 août 2010 au CITE Ambatonakanga.

Les échanges ont été enrichis par les expériences respectives de Harivola RAMANANJANAHARY de la 4^{ème} promotion du YLTP, Marie Esther RANDRIATSI-ZAFY - Conseillère pédagogique pour le préscolaire et Jean Baptiste RANDRIANANDRASANA, de l'Office de l'Éducation de Masse et du Civisme, sous la modération de Mialisoa RANDRIAMAMPIANINA de la 3^{ème} promotion du YLTP.

En quoi l'éducation citoyenne est-elle importante? Nous ne pouvons nous intéresser à notre avenir ni à celui du pays sans connaître nos droits, nos devoirs et nos responsabilités car sans cela nous ne serons pas en mesure de nous impliquer dans la vie de la nation.

Les grandes puissances ont été édifiées sur la base d'un système éducatif performant et de qualité. Ceux qui disposent des moyens investissent d'ailleurs une fortune pour offrir la meilleure éducation possible à leurs enfants, dans les établissements les plus prestigieux.

L'éducation offre la possibilité à chacun d'acquérir les connaissances indispensables pour connaître son histoire et son identité, se forger une personnalité et apprendre à vivre en société.



De g. à dr.: M Randriamampianina, M E Randriatsizafy, JB Randrianandrasana, H Ramananjahary

Elle commence très tôt et se poursuit même jusqu'à l'âge adulte. On s'y attèle au moment où nous nous préparons à être accueillis par les membres de notre famille ; au sein de laquelle nous découvrons pour la première fois ce qu'est le respect, le partage, l'ordre, l'hospitalité... Le processus se poursuit ensuite petit à petit à l'école où des valeurs, des normes et des modèles de comportement nous sont inculqués. Plusieurs acteurs sont ainsi impliqués : l'Etat, les parents, les écoles, bref la société dans laquelle nous évoluons.

Irina Andriambolatiana

Tontosa ny zomà 29 oktobra 2010 ny DATA na Donakafon'ny Tanora andiany faha-5 nitondra ny lohahevitra hoe : *"Ny vehivavy sy ny politika"*. Ireo nanao famelabelaran-kevitra tamin'izany dia i Ramatoa isany : Misa Rakotosoa RAMISANDRAZANA (ankolafin-kery Ratsiraka), Haingo Voniniaina RAMAROSON (Sekretera Jeneralin'ny SiMIRALENTA), Mialisoa RANDRIAMAMPIANINA (YLTP, mpanao gazety sy mpiasan'ny serasera), ary ny Kolonely SEE Bruno. Ny nandrindra ny adihevitra sy ny fotoana kosa dia i Andriamatoa Rado RAKOTOARINALA (YLTP). Rehefa naravina dia azo sokajiana 4 ireo hevitra nivoitra nandritra ny adihevitra : ny atao hoe "Politika" sy ny fanaovana politika, ireo enti-manana sy ireo sakana ary soso-kevitra ahafahan'ny vehivavy miroborobo eo amin'ny sehatra politika.

Samy nanana ny namaritany ny atao hoe "Politika" sy ny fanaovana politika ireo mpandray anjara fa raha fehezina, ny olona manao politika dia manana votoatinkevitra entiny hitantanana na hanovàna rafitra anankiray. Mety ho efa ao anatin'izany rafitra izany izy ka manao izay hijanonany ao, na koa te hiantsehatra ao amin'ilay rafitra ka manao izay hidirany ao. Araka izany dia ny hevitra no ampiadiana amin'ny fanaovana politika ka tokony ny fifandresen-dahatra no ady atao tsy ankiato fa tsy ny fiakarana lapa akory. Mitaky toetra tokony hananana koa ny fanaovana politika toy ny :

fananana lalàna moraly enti-miaina (éthique), fahaizana mihaino fa indrindra fahaizana miteny ... Mila manana fitaovana iseraserana ny mpanao politika ary mila loharanom-bola.

Raha ny mahakasika ny fandraisana anjaran'ny vehivavy eo amin'ny sehatra politika dia tamin'ny 20 desambra 1952 no nosoniavina ny Convention sur les droits politiques de la femme teo amin'ny sehatra iraisam-pirenena. Ho an'ny vehivavy dia ny fananany : hevitra sy fomba fijery hafa, traikefa amin'ny fitantanana ary fahaizana no tombony hahafahany miroborobo eo amin'ny sehatra politika. Ireo fomba fiheverana sy fomba amam-panao maro samy hafa mahakasika azy kosa no anisan'ny sakana lehibe amin'ny firotsahany eo amin'ny sehatra politika. Lesoka tsy mampahomby azy eo amin'ny seha-pitondrana ihany koa ny tsy fahaizany miteny sy ny fomba fiasany toa teknisianina mpanatanteraka ihany. Ho fanoherana ireo sakana sy lesoka ireo dia ilaina ny : fanamafisana ny fanabeazana ny maha-olom-pirenena (éducation civique) ho an'ny daholobe, fampitomboana ireo sampam-pampianarana Science Politique, fisian'ny sekoly mampianatra miteny politika. Ny vehivavy ihany no tompon'andriakitra voalohany sy fanoitry ny fiovàna. Ny tanjona dia ny hisahanan'ny vehivavy ny 30% ny seha-pitondrana amin'ny taona 2012 ary ny 50% amin'ny taona 2015.

Nangonin'i Faly Rasoanaivo



1/Le développement du Pnud est occidental.

2/ Avoir plus d'un dollar par jour ne répond pas au modèle de Nathalie qui met l'homme au centre du développement.

3/ Je suis de gauche, social démocrate, donc je comprends le communisme, mais je n'en suis pas un.

4/ Pauvre est celui qui a plus d'un dollar mais qui ne pense pas : Dzaomalaza?

5/ Etat fragile et pseudo démocratie? C'est l'élite qui maintient ce système, or l'élite devrait faire l'éducation. Donc : développement à tout prix? Non ! Je suis comme Nathalie qui n'est peut-être pas Nathalie finalement! C'est l'homme le plus important.

Victoria : Et puis, je n'ai rien contre la démocratie. Je pense qu'elle n'est pas si essentielle que tu ne le prétendes pour le développement à la base... surtout si la population ne sait même pas ce que c'est. Ce n'est parfois qu'un instrument de manipulation des politiciens.

Victoria : Je pense plutôt que c'est le modèle « démocratie = développement » qui est occidental, non? Je suis entièrement d'accord que le développement doit être centré sur l'homme. Quant à Dzaomalaza je ne l'ai pas encore vu...

Toavina Ralambomahay : Aïe aïe aïe. Je me désole de ce que tu dis, mais je dois le respecter. La démocratie est fondamentale. Tu imagines être esclave? Devoir rentrer à 18h? Obéir à n'importe qui? Oui car aujourd'hui, je dis bien aujourd'hui démocratie rime avec liberté. Tu imagines être interdite d'entrée à l'université? Tu imagines que tu ne dois plus mettre de mini jupe? Si la population ne sait pas, qui ne lui a pas appris? C'est l'élite!

« Le développement de la Chine n'est absolument pas mon modèle »

Toavina Ralambomahay : On est en pleine contradiction. Tout ce que vous dites ne répond pas du tout au modèle « Nathalie-Pnud ».

Eux parlent de « liberté, de l'homme », « de démocratie égale au développement égal occidental = Pnud = Nathalie si elle veut bien ».

Oui, le développement de la Chine n'est absolument pas mon modèle.

Toavina Ralambomahay : Je ne verrais Dzaomalaza que demain. Nathalie me garde un billet?

Victoria : Peut-être qu'on tourne en rond en fin de compte... c'est vrai que je ne me vois pas privée de liberté

suite p.7

L'entrepreneuriat à l'honneur

Malgré la crise que subit le pays depuis l'année dernière, l'entrepreneuriat survit tant bien que mal. Il y a d'un côté, des emplois perdus, des entreprises en difficulté. Mais, il faut aussi croire qu'il y a quand même un côté positif. En effet, de l'autre côté, il y a de plus en plus de personnes qui se prennent en charge... sans attendre l'aide de l'Etat. Il ne faut toutefois pas aller jusqu'à dire que la crise est une bonne chose!

Côté événementiels dédiés à l'économie et à l'entrepreneuriat, les organisateurs ont réussi leurs paris cette année. On a même vu la naissance de nouvelles initiatives comme « 5 jours pour entreprendre », organisé conjointement par EdE (Esprit d'Entreprise), la CCI et l'EDBM. Dernièrement, on a également assisté à la célébration du premier anniversaire de l'événement mensuel « RENDEZ-VOUS DES ENTREPRENEURS » qui s'est déroulée le jeudi 07 octobre 2010 au CCAC Analakely.

Ce Rendez-vous Des Entrepreneurs, rappelons-le, est le lauréat du prix international Jean Marc Léger 2009 - 2010. Monsieur Claude Ruel, PDG de l'Institut de Stratégie et de Pédagogie en Entrepreneuriat (ISPE, Canada) est venu spécialement à Madagascar pour remettre en mains propres le parchemin du prix à l'AIFEM et l'AUF. Il a été, par l'occasion, l'animateur de la journée pendant laquelle

trois thèmes ont été traités :

- Le développement de la culture entrepreneuriale,

- Le cursus entrepreneurial et les débouchés,

- La concertation et le partage, tremplin de la culture entrepreneuriale.

Le système éducatif a été évoqué plusieurs fois. Monsieur Ruel a par exemple partagé l'expérience du Canada, « berceau de l'entrepreneuriat », où il y a un réseau d'écoles maternelles incluant l'entrepreneuriat dans son cursus. L'intervenant a expliqué qu'il ne s'agit pas d'enseigner le bilan ou le compte de résultat, mais plutôt d'apprendre aux élèves à prendre des initiatives. Bien qu'on pourrait croire, disait-il, que les élèves vont avoir moins de temps à apprendre leurs leçons, mieux, ils comprennent davantage pourquoi il faut étudier. Le résultat scolaire se trouve ainsi amélioré.

Ce serait un bon début si notre pays pouvait inciter sa population à entreprendre. En effet, l'Etat se désengage de la fonction production mais malheureusement, il n'arrive pas à inciter le secteur privé à produire. C'est lamentable que de nos jours, la plupart des gens cherchent l'argent facile. Pire, la politique est devenue un moyen de se faire de l'argent rapidement et facilement. Le pays a besoin de vrais entrepreneurs et d'un Etat qui joue son rôle de facilitateur.

Njaka Rajaonarison

Fa endrika fiaraha-miasa...

Toitoy izao no fitrangan'ny krizy politika isak'izay miseho izany. Misy antoko politika na antokon'olona maromaro mandroso imasom-bahoaka antontan-kevitra mafonja mijoro amin'ny jery kiana politika izay efa novolena antaonany maromaro mialoha tao antsain'ireo vahoaka mpiray firenena. Hataon'ireo antoko ireo izay hitaomana ny olompirenena hirotsaka andalambe mba hampikato ny raharaham-pirenena ka hanery ny mpitondra fanjakana amperinasa hitsoaka hiala ny fireneny. Avy eo dia ataon'izay antokon'olona maka ny fahefana hazalambo avy hatrany ireo izay mpitondra voaongana sy ireo fananany ary sary sy endrika devoly no omena azy ireo amin'izany.

Dia ireo kiana politika ireo no heverina fa antony ampy sady feno hanamarinana ny fanonganana. Indrisy anefa fa antony mivantana omen'ny fomba fijery vonjimaika ihany ireo fa ny tena antony lalina tena mitondra ny krizy dia tsy voatrandraka sy tsy nohalalinina hatramin'izay ka hatramin'izao. Sa nodiana tsy hita? Fa na hoana kosa moa?

Hojerentsika io rehefa ery ambany fa alohan'izany dia andeha ho hadihadian-tsika kely aloha hoe tamin'ny fomba ahoana moa no tetika namaranana ireo krizy politika hatramin'izay isaky ny nitranga izany ?

(hitohy)

Christian Andrianirina

mais ce que je n'aime pas c'est qu'on «impose» la démocratie à toutes les sauces. Je dirai qu'elle devrait apparaître naturellement quand la population libérée de ses soucis économiques avec les ressources intellectuelles nécessaires pourra s'engager activement dans la démocratie.

Autrement il n'y a pas de démocratie mais de pseudo démocratie qui n'est qu'un instrument politique... et c'est ce que je vois concrètement jusque-là, surtout à Mada.

Toavina Ralambomahay : Personne ne peut imposer la démocratie! C'est une bataille. Personne n'a jamais imposé la démocratie à Mada, sinon, on vivrait en démocratie! Loin s'en faut!

Qui libère la population de ses soucis économiques? L'élite! Et personne ne te donne la liberté ! Il faut aller la chercher ! La démocratie n'est jamais arrivée naturellement !

Victoria : Mais bon... aleo vitaina am'zay le débat fa mila mandeha amin'izay aho. Amin'ny manaraka ndray Toavina a! Merci pour le post Nathalie ;-)

« Les 4'mi de Tanà... tu leur demandes leur avis??? »

Nathalie : Toavina! Personne n'a jamais dit qu'elle est contre une démocratie... la question est de s'ouvrir et de trouver les alternatives les plus appropriées à la situation des localités les plus reculées des pays en voie de développement pour nourrir la population, lui donner accès à l'éducation, aux soins de santé, aux opportunités de développement et d'épanouissement et non de dire « es-tu démocrate ou pas » ?

Mais si tu insistes pour être démocrate à 100% (ce qui est tout à ton honneur!), je prends un exemple très simple... les 4'mi de Tanà... tu leur demandes leur avis??? Non!!! On décide à leur place car on dit qu'ils n'ont pas de CIN pour aller voter... bref!!!! Ta démocratie... il faut la nuancer!

Mais pas tout idéaliser... quand la situation ne permet pas de mettre en oeuvre une mesure, on l'adapte... moi je ne crois pas à une démocratie pure et dure... pour un pays très pauvre, il faut des initiatives...il faut que quelqu'un prenne des mesures... les décisions ne sont pas toujours populaires!!!

MAIS... ce qui importe, c'est que tu saches faire approprier tes initiatives, tes décisions par ta cible pour que tu ne passes pas pour le tyran... et là c'est le jeu de la communication mon cher...
suite p.8

2009 - 2010, années mitigées pour le Conseil Régional de la Jeunesse d'Analamanga

Il y a cinq ans de cela, le Conseil des Jeunes a été mis en place pour la réalisation de la politique nationale de la jeunesse (loi n° 2004-028). A cette époque, les jeunes fraîchement élus membres du bureau croyaient beaucoup en la réussite de cette nouvelle stratégie. Quelques années plus tard, plusieurs d'entre eux ont désisté, la politique de mise en oeuvre paraissant floue à leurs yeux. Il en est de même pour les centaines d'associations existantes dans la région Analamanga : la structure a été mal connue et n'a pas été conçue comme étant un espace de dialogue et de concertation entre les jeunes.



Ankatso : grande marche lors de la journée mondiale des volontaires pour le progrès, 2009.

Par manque d'information, les interprétations vont bon train sur la mission et le rôle exacts de la toute nouvelle structure. Ainsi, l'adhésion au Conseil n'était pas évidente pour la plupart des associations et organisations de jeunes. Ces rôles étant vagues, aucune action de suivi n'a été entreprise durant deux ans jusqu'à ce que le Président ait pris la décision de dynamiser à nouveau le Conseil.

Le dispositif transitoire stipulé par la loi de 2005 a été saisi pour une nouvelle stratégie d'ouverture avec une intense activité de communication. La crise et ses effets paralysants sur les différents projets en cours offraient un temps de réflexion aux organisations de jeunesse et, suite à des actions d'amélioration de la visibilité, ces associations se sont progressivement intéressées au Conseil. Idem pour les partenaires techniques et financiers qui, avant 2010,

avaient des doutes sur la crédibilité de ce même Conseil.

Actuellement, le Conseil a atteint un certain degré opérationnel : à la fin de l'année 2009, le tout premier programme régional de la jeunesse élaboré par les jeunes a été conçu. Pour ce faire, la société civile, les partenaires et les techniciens ont été consultés.

Vue de l'extérieur, l'ambition était unanimement jugée trop grande alors que les moyens faisaient défaut. Mais les membres étaient prêts à soulever les défis malgré les contextes structurel et temporel : d'un côté, les turbulences politiques et, de l'autre côté, le manque de volonté politique sévissant depuis des années. Faut-il rappeler que le budget alloué au Ministère de la Jeunesse ne constitue généralement que 2% du budget global de l'Etat?

Résultats encourageants

Mais grâce à l'implication des jeunes d'Analamanga, plusieurs projets ont été réalisés. Le plus important a été l'acquisition de la confiance des partenaires qui s'est notamment traduit par des sollicitations à participer aux différents programmes qu'ils organisent (atelier, réunion, célébration...). Ces partenariats sont multiples et concernent entre autres les domaines entrepreneurial, culturel et technique...

Par ailleurs, la sincérité entre les jeunes commence à s'établir et la prise de responsabilité n'est plus un vain mot. C'est ainsi qu'en août 2010, les jeunes se sont montrés enthousiastes pour réaliser les travaux d'aménagement du bureau nouvellement acquis. Il a été décidé que ce local serait baptisé « QG des jeunes ». Celui-ci se trouve dans l'enceinte de l'Académie Nationale des Sports de Ampefiloha.

(à suivre)

Lanto H J Randriamanantena
RJT 2009

L'AZA International Conservation Award, décerné à Madagascar Biodiversity Partnership (MBP) pour l'année 2010

Chaque année, l'Association des Zoos et Aquariums (AZA) octroie divers trophées à ses membres méritants dont un pour la conservation. Pour l'année 2010, par le biais du Omaha Zoological Society, principal partenaire de MBP, le programme de conservation à Madagascar, notamment Kianjavato, a été élu meilleur programme de conservation.

Le trophée « AZA international conservation »

L'Association des Zoos et Aquariums regroupe plus de 220 membres dans le monde. Chaque année, lors de l'assemblée générale, l'AZA attribue des « Awards » pour les meilleurs programmes à chaque domaine d'intervention : diversité, éducation, conservation internationale, etc. Chaque organisation membre peut présenter son programme pour être élu par la suite. Cette fois, l'assemblée générale a eu lieu à Houston, Texas (USA), du 12 au 16 septembre. Dans le domaine de la conservation, 9 membres ont présenté leurs candidatures et le trophée est revenu à Madagascar Biodiversity Partnership/Henry Doorly Zoo grâce à son programme de conservation à Kianjavato.

Le MBP et son programme de conservation à Kianjavato

Le Madagascar Biodiversity Partnership ou MBP est une organisation non gouvernementale Malagasy qui œuvre dans le domaine de la recherche, l'éducation, la conservation et le développement communautaire. C'est une jeune organisation qui est aussi composée de Jeunes Leaders Malagasy. Le MBP a été autrefois connu par ses travaux de recherche sur les Lémuriens mais est devenu par la suite un leader dans la conser-



PHOTO : MBP

Tahiana Andriananjamanantsoa et Freddy Ranaivoarisoa, membres fondateurs et Leaders de MBP

vation. Conscient que la recherche toute seule ne mène à rien sans la combinaison et la synchronisation avec d'autres domaines, le MBP a choisi d'intégrer la conservation et la communauté dans son programme. « Mampifandray ny tontolo », tel est son slogan.

Madagascar Biodiversity Partnership travaille sur différents sites d'intervention dont Kianjavato, District de Mananjary, dans la Région Vatovavy. Kianjavato a été choisi du fait de l'existence dans la localité d'une importante population de *Prolemur simus* (Varibolo) et de grands lémuriens de bambou qui est menacée d'extinction à cause de la détérioration de son habitat naturel (voir Le courrier des YLTPiens N°4-3ème trimestre 2010). Le projet de conservation à Kianjavato consiste en un programme de reforestation reliant deux fragments forestiers Vatovavy et Sangasanga, un programme d'éducation environnementale avec les classes de primaires et secondaires, ainsi qu'en un programme sur l'énergie « rocket stove » pour la communauté locale.

La lutte continue pour la conservation

Alors que diverses organisations internationales et nationales tentent

de sauver ce qui reste de notre biodiversité, le pillage et la déforestation continuent sans que personne ne réagisse. La bataille n'est pas encore gagnée malgré les initiatives et les divers projets tendant à la conservation. Sans la volonté de chacun, à commencer par le « gouvernement » lui-même, les efforts menés pour la conservation resteront vains. Il faudra mettre en place une bonne politique de conserva-

tion où chacun trouve sa place et ses intérêts. Mais en attendant, plantons des arbres pour la génération future car demain, c'est aujourd'hui. Abraham Lincoln disait « The past is the cause of the present and the present will be the cause of the future ». Réagissons ensemble avant qu'il ne soit trop tard.

Tahiana Andriananjamanantsoa
Chercheur biologiste,
MBP

LE COURRIER des YLTPiens

par les sortant(e)s du YLTP



C/o
BP 3185 - Lot VA 14 FA
Tsiadana
101 Antananarivo

Tous les rédacteur-trices - sauf mention sont des sortant(e)s du Youth Leadership Training Program de la FES

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Hasina Raveloson
REDACTEURS EN CHEF
Lalaina Randriarimanana (textes en malgache)
Toavina Ralambomahay (textes en français)
SECRETAIRES DE REDACTION
Ando Ramaharifison
Ketakandriana Rafitoson
MAQUETTE
Rachel Razafindratsira

La reproduction des textes, dessins et photographies publiés dans ce numéro est interdite sans autorisation expresse écrite de la rédaction.